

---

ICANN84 | Réunion générale annuelle – ccNSO : SMSI+20 et au-delà – Un avenir bâti par les ccTLD  
Mardi 28 octobre 2025 – 13h15 à 14h30 IST

CLAUDIA RUIZ

Bien, nous allons commencer. Bien, nous sommes sur le point de commencer. Une petite minute. Merci. Bien, nous allons lancer l'enregistrement. Bonjour et bienvenue à la dernière séance de la ccNSO – SMSI+20. Je m'appelle Claudia Ruiz et avec mon collègue Joke, je suis responsable de la participation pour cette séance. Veuillez noter que cette séance est enregistrée et qu'elle est régie par le code de conduite des participants à la communauté de l'ICANN, les normes de comportement attendues de l'ICANN et la politique anti-harcèlement de la communauté ICANN.

Veuillez respecter les directives suivantes pour participer à cette séance. Je les publierai également dans le chat. Pour votre information, au cours de cette séance, les questions ou commentaires soumis dans le chat seront lus à haute voix s'ils sont rédigés dans le format approprié, comme indiqué dans le chat. L'interprétation pour cette séance va inclure l'anglais, l'espagnol et le français. Si vous souhaitez prendre la parole au cours de cette séance, veuillez lever la main dans Zoom.

Lorsqu'ils seront appelés, les participants virtuels seront autorisés à activer le son sur Zoom. Les participants sur place utiliseront un

---

**Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.**

---

micro pour prendre la parole. Indiquez votre nom, la langue dans laquelle vous vous exprimerez si vous ne parlez pas l'anglais et parlez à un rythme raisonnable afin de permettre une interprétation précise. Je donne maintenant la parole à Annaliese Williams. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci. Je suis Annaliese Williams. Je suis du domaine de premier niveau d'Australie et c'est une séance qui est organisée par le Comité ISOC La gouvernance d'Internet. L'objectif aujourd'hui est d'encourager les ccTLD et les gestionnaires à participer à la gouvernance de l'Internet et aux réunions concernant ce thème.

Nous sommes un comité très actif et nous nous réunissons régulièrement pour partager des informations, mais beaucoup d'entre nous participe aussi activement au SMSI+20 et aux conversations qui ont lieu au niveau national. Nous en reparlerons donc. Les ccTLD sont une partie importante de l'économie numérique locale. Et il y a beaucoup ici de gestionnaires qui ont des bonnes relations avec les gouvernements locaux et qui sont très connectés avec les communautés locales.

Alors, aujourd'hui, nous avons l'honneur d'être accompagnés par l'ambassadeur Ekitela Lokaale de la République du Kenya, qui est le co-facilitateur du SMSI+20. Et ensuite, nous serons aussi accompagnés par Byron Holland, qui est le PDG du ccTLD du Canada. Et puis, nous avons Olga Cavalli, qui est membre du

---

conseil de la ccNSO et qui est importante pour tout ce plaidoyer qu'elle a fait concernant l'Amérique latine.

Nous aurons aussi la présence de Vint Cerf en ligne Et je pense qu'il n'est pas nécessaire de le présenter. Il va se joindre à nous en tant que membre du panel de l'IGF, de direction de l'IGF.

Eh bien, nous allons commencer par donner la parole à l'ambassadeur Ekitela Lokaale, représentant permanent de la République du Kenya auprès des Nations Unies. Nous le connaissons à l'ICANN. Nous sommes ravis de sa bonne volonté pour participer aux travaux de la communauté des parties prenantes, et nous le remercions d'avoir accepté notre invitation aujourd'hui.

Bien, alors, je vais commencer par quelques questions à monsieur l'ambassadeur, et ensuite je donnerai la parole à nos membres pour voir s'il y a des questions. Et j'aimerais, avant toute chose, vous inviter à réfléchir sur ce que vous aimeriez nous dire à propos du processus de SMSI+20, ce qu'il est jusqu'à maintenant. Quelles sont les attentes concernant le document et la version préliminaire zéro? Est-ce que vous voulez nous en parler?

EKITELA LOKAALÉ

Merci beaucoup. D'abord, je veux vous dire que je vous remercie de m'avoir invité et c'est un plaisir pour moi d'être ici avec vous tous. Je vous connais. Je crois qu'on s'est déjà rencontrés à différents moments, dans différentes salles, avec différentes casquettes, et

---

c'est un plaisir pour avoir à nouveau l'occasion de vous rencontrer. Et peut-être que je vais répéter, mais je dois le dire, je pense que je vous connais et je vous ai rencontré dans différents espaces et rien n'a changé depuis que j'ai changé New York.

Et pour moi, pour vous parler des nouveautés, je dirais que rien n'a beaucoup changé, mais en tout cas, je crois que vous savez plus ou moins ce que je vais vous dire. Ce processus de révision a ouvert beaucoup de nos yeux à différents propos pour nous, les ambassadeurs et les diplomates basés à New York, et cela pour différentes raisons. D'abord, il y a eu et des choses qui sont assez uniques concernant ce processus du SMSI+20 et son cadre et qui continue à l'être.

Alors, je dirais que, ensuite, il y a aussi le fait qu'on s'est embarqué dans cette rédaction du document de résultat. Il y a certaines choses qui surgissent avec des points de convergence. Il y a aussi certaines choses qui donnent lieu à des divergences d'opinions, en tout cas. Je serai rapide, je vais résumer tout cela. D'abord, il y a une communauté ici remarquable de personnes qui est active, qui sont actives depuis 20 ans ou plus même.

Certains d'entre vous sont là depuis la conférence plénipotentiaire en 1998. Donc, je pense que vous êtes vraiment des personnes qui sont très, très engagées, et il y en a peu qui sont aussi engagées que vous dans ce domaine. Et cela est quelque chose qui me touche, je dois le dire. Car je connais ce processus, c'est très important. C'est très impressionnant, je dirais même.

---

Ensuite, il y a d'autres choses que je voudrais mentionner, c'est l'importance de la vision du SMSI. On sait qu'on veut un développement inclusif et orienté de la société de l'information. Je l'ai déjà dit, il y a des suggestions dans ce sens pour la mise à jour de cette formulation qui donne lieu à des discussions aujourd'hui. Mais je pense que la vision fondamentale, et on est tous d'accord là-dessus, la question des parties prenantes aussi qui ne sont pas dans la salle, je pense qu'ils sont aussi d'accord, c'est important.

Ensuite, il y a autre chose, un autre point important, le modèle multipartite qui est central ici à tout ce qui concerne le SMSI. Nous avons voulu rester fidèle à ce modèle, trouver des moyens de l'appliquer au travail que nous sommes en train de faire, dans l'espoir que cela allait améliorer la manière dont les Nations Unies gèrent les processus futurs.

Je sais que vous êtes d'accord avec moi, que vous avez établi un conseil multipartite avec beaucoup de membres qui sont ici dans la salle, des personnes qui appartiennent à la communauté technique et d'autres. Je suis très heureux de savoir que je partage cette plate-forme avec Vint qui a vraiment eu une grande contribution aujourd'hui.

Nous essayons aussi de promouvoir ce modèle multipartite et dans ce cadre, nous essayons et je remercie mes co-facilitateurs parce que nous partageons ici un désir pour créer un espace pour ceux qui ne sont pas en ligne ou qui n'appartiennent pas à des gouvernements et qui ne peuvent pas contribuer à des processus

qui, pour certains, ont été des processus intergouvernementaux ou multilatéraux. Donc, on essaie d'organiser des séances conjointes pour réunir la communauté technique et autres.

Enfin, troisièmement, troisième point, comme je l'ai dit hier, la communauté technique est très active et nous essayons de donner une certaine reconnaissance à cette partie des parties prenantes dans cette rédaction zéro de ce projet, pour que cela reste dans le document éventuel, parce que cet engagement est très important pour le SMSI dans sa totalité. Et je pense que le résultat de ce processus sera des négociations intergouvernementales qui vont reconnaître aussi la communauté technique, quels que soient les domaines concernés, que ce soit dans le domaine médical ou autre. Donc, je pense que c'est important. Nous allons créer un précédent qui est très important, je dois dire. Est-ce que je suis en retard?

ANNALIESE WILLIAMS

Non, vous pouvez continuer à parler. Je voulais regarder s'il y avait des questions qui vous étaient destinés, si vous êtes d'accord.

EKITELA LOKAALE

Oui, oui, bien sûr, je serai ravi. Je peux m'arrêter et voir s'il y a des questions. Je peux y répondre. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci beaucoup. Alors, ce comité a organisé cette séance, une séance qui appartient à une série de séances sur le SMSI+20. On a

---

eu des séances qui se sont centrées sur la contribution des ccTLD, des gestionnaires de ccTLD pour parvenir à mettre en œuvre cette vision du SMSI.

Et maintenant, je voudrais voir un petit peu dans la salle, s'il y a quelques-uns de nos membres qui souhaitent prendre la parole, puisque nous avons l'occasion ici de poser des questions à Monsieur l'Ambassadeur. Est-ce que quelqu'un a une question à poser? Allez-y! Bien, allez-y.

JORDAN CARTER

Monsieur l'ambassadeur, merci. Jordan Carter du .au. En tant que gestionnaire de ccTLD, nous avons tous des relations différentes avec nos gouvernements et nous travaillons avec le ministère des Affaires étrangères. Et cette version zéro que vous êtes en train de préparer est importante sur plusieurs fronts. Ces points que vous avez mentionnés, et je pense que c'est une bonne version pour ce document. Est-ce que l'on pourrait faire quelque chose au niveau national pour vous aider à renforcer le soutien à cette version zéro? Est-ce qu'il faut qu'on en parle à nos gouvernements et qu'on leur demande de faire quelque chose? Voilà, c'était un petit peu ce que je voulais savoir. Est-ce que vous pensez qu'au niveau national on peut faire quelque chose? Est-ce que vous avez des suggestions dans ce sens? Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Oui, nous allons donner la parole à Pierre pour une autre question.

PIERRE BONIS

Pierre de .fr. Donc, tout d'abord, j'aimerais vous remercier, Monsieur l'Ambassadeur, de nous accorder de votre temps. Merci pour votre travail également. Merci de votre écoute par rapport à nous. Nous avons un sentiment que, depuis le travail des deux co-facilitateurs, la communauté technique a maintenant la possibilité d'être beaucoup plus entendu. Et nous avons des canaux de discussion et nous apprécions beaucoup cela. La situation a changé positivement et je vous en remercie. Ma question sera très pragmatique.

Vous nous disiez que nous aurions donc une fumée blanche que nous allons pouvoir observer en décembre à New York. Est-ce que vous pourriez nous en faire savoir plus? Et comment pouvons-nous participer à ces derniers pas, à ce dernier périple? Et s'il y a des délégations gouvernementales qui peuvent travailler et qui peuvent participer à ce dernier effort, ces efforts de dernière minute que nous devons effectuer. Merci.

EKITELA LOKAALE

Donc, j'aimerais ne pas avoir ce rôle de co-facilitateur et j'aimerais pouvoir plus faire de demandes et pouvoir parler à vos gouvernements. Mais je pense que le processus est extrêmement important. Ce que nous voulons en tant que co-facilitateurs, c'est que les parties prenantes et les États membres s'engagent de manière constructive. Nous avons des points de vue, mais nous n'allons pas à marquer des lignes rouges sur le sable parce que les

---

délégations seront en mesure de venir dans la salle avec un esprit d'ouverture pour négocier et avancer rapidement. Je sais qu'il y a des points qui sont très chers au cœur de certaines délégations, et le SMSI est vraiment un point où les interactions sont bonnes et où nous pouvons trouver des points de convergence, parce que c'est un agenda qui existe depuis 20 ans et beaucoup de points ont été débattus.

Donc nous savons quelles sont les positions de la plupart des personnes et des délégations. Donc nous avons également eu beaucoup d'informations qui ont été obtenues, beaucoup de documents sur lesquels on a travaillé, sur lesquels à Genève nous avons avancé.

On a eu le SMSI+10, dix ans après le premier SMSI, et ce serait donc peut-être utile de nous concentrer un petit peu plus sur ce qui pourra nous faire véritablement faire des progrès. Donc, ce serait ma demande.

Et deuxièmement, pour ceux d'entre vous qui ont une influence, qui ont de l'influence sur votre gouvernement, je vous encourage à prendre note sur ce qui a été dit aujourd'hui. Il y a beaucoup de travail intergouvernemental qui se fait. Il y a beaucoup d'États membres qui sont ici même dans la salle ou à cette réunion de l'ICANN. Donc, je pense que ce sera très utile que vous travailliez ensemble et que vous proposiez ensemble des avancées.

Et nous aurons une autre opportunité également pour vous, pour vous engager. Je crois que c'est maintenant confirmé. Nous

---

sommes tombés d'accord avec mes collègues. Une fois que nous aurons produit le 7 novembre, ce document, la première révision du document, le 14 novembre, nous aurons une consultation jointe le 14 novembre et nous recevrons plus de retours avec une deuxième version. Oui. Oui. Donc, je ne veux pas repartir trop en arrière, mais désolé. Le micro n'était pas très près de moi. Donc je vois qu'il y a beaucoup de possibilités de s'engager. Nous allons produire donc cette révision. Première révision, le 7 octobre. Non, plutôt le 14 novembre. Nous aurons une deuxième consultation. Si vous avez la possibilité de vous informer sur différentes sections de la première révision. Et j'aimerais donc inviter également Denise à parler de la réunion de haut niveau qui va se dérouler. Et je crois que ce sera la possibilité pour vous que de participer et de participer ainsi à la réunion.

Vous vous rappelez que, en 2015, nous avons eu un mécanisme qui avait été lancé il y a 10 ans, où vous pouvez donc participer et contribuer à la réunion de haut niveau, parce que c'était en 2015 que nous avons eu ce changement technique, ce roulement technique Et nous avons eu de nouvelles modalités. Mais je crois qu'il y a déjà eu beaucoup de créativité de la part de nombreuses délégations nationales. Et la dernière semaine, j'ai vu plusieurs personnes dans la salle qui sont venues en leur capacité de représentant de leur État membre. Et ça, c'est extrêmement intéressant d'avoir des délégations nationales qui travaillent à ce niveau.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci beaucoup. Merci pour vos questions. Je vais maintenant donner la parole à Byron Holland et je crois que c'est une présentation assez courte, Byron, et j'espère que vous êtes en mesure de de rester, Monsieur l'Ambassadeur. Si vous êtes en mesure de rester pour cette présentation de la communauté technique sur le multipartisme, vous êtes le bienvenu. Merci beaucoup. Donc, vous avez la parole.

BYRON HOLLAND

Je crois que c'est de plus en plus court. Oui. Bon après-midi. Content d'être ici. Byron Holland au micro. J'aimerais dire quelques mots sur le SMSI+20. Beaucoup s'est déroulé depuis ces réunions à New York. Et nous sommes véritablement, 20 ans après, à la croisée des chemins. Il y a beaucoup de parties prenantes qui ont certaines conclusions sur la gouvernance de l'Internet et pour les ccTLD, cela est important.

Ce n'est pas une politique abstraite, c'est le cœur de la manière dont on opère, comment nous sommes reconnus, comment nous apporte de la valeur dans le système gouvernemental et ce que nous serons plus ou moins régulés par la suite. Telle est la question.

Donc mes remarques seront autour de trois points clés. Donc, premièrement, il y a les recherches de CIRA qui nous ont informés et qui sont très utiles pour renforcer le modèle multipartite.

---

Deuxièmement, vous avez la coalition TCCM multipartite et cela signifie beaucoup pour nous en tant que ccTLD.

Pourquoi est-ce que nous devons vraiment nous engager dans le SMSI+20. Donc la recherche sur la gouvernance multipartite. On a entendu plus de 90 membres de la communauté technique. On a recueilli des commentaires et nous avons vu de véritables progrès, mais également des lacunes qui subsistent.

Toutes les parties prenantes – société civile, communauté technique, entreprises – sont très engagées. Ça fonctionne beaucoup mieux. Hélas, parfois notre système n'est pas au niveau et est limité par pas assez de financement, les liens faibles entre les dialogues et les décisions, beaucoup de lenteur des processus et des risques de captures également qui existent.

Donc pour les ccTLD, ce n'est pas une surprise. La sécurité et la stabilité sont en jeu. Et nous devons donc avoir des décisions qui peuvent aller plus loin que les réalités techniques. Pour notre recherche, à partir de 90 membres de la communauté technique, nous devons être ambitieux, très ambitieux pour intégrer ces conclusions dans le SMSI+20. Et nous devons véritablement avoir cela dans les documents. Nous l'avons fait. Nous avons intégré cela au sein des réflexions SMSI+20.

C'est une fondation véritablement et c'est en coordination avec la communauté technique pour le multipartisme TCCM. Les ccTLD sont des membres essentiels de la communauté technique qui ont créé cette coalition technique pour le multipartisme. Et nous avons

---

connu une forte croissance. On est passé de 18 à 44 membres dans le monde entier, et nous avons des bureaux d'enregistrement, des opérateurs de registre, des groupes régionaux, des prestataires de service DNS qui ont une voix très claire dans nos débats internationaux.

Et ils expliquent pourquoi la communauté technique compte et ce qui compte pour elle. Nous devons avoir une place autour de la table et on doit faire entendre notre voix. C'est grâce à cette coalition technique pour le multipartisme que nous pouvons nous faire entendre. Donc, nous sommes véritablement un pilier de l'infrastructure. Nous avons une bonne visibilité auprès des gouvernements et ça, c'est important au niveau du SMSI+20. Donc ça, c'était le dernier point que je voulais soulever. Je crois que nous devons avoir une coalition qui amplifie nos voix. Et les ccTLD qui ne sont pas encore au TCCM doivent décider de quoi dire et de comment le dire. Donc ce que je veux dire, c'est que c'est le moment pour les ccTLD d'être extrêmement ambitieux. C'est donc un appel à la création d'un IGF solide, à un travail sur la gouvernance de l'Internet.

Également avec le SMSI, nous avons besoin d'un IGF permanent. Nous avons besoin d'avoir des ressources. Nous voulons que toute la communauté de l'Internet nous écoute. Nous sommes des parties prenantes. Nous avons été à de nombreux IGF depuis 2008 et nous avons vu de moins en moins de participation du secteur privé. Par exemple, nous savons que la gouvernance fonctionne mieux lorsque toutes les parties prenantes sont autour de la table,

---

et l'IGF doit être pertinent pour toutes et tous. Nous devons nous assurer qu'aucun groupe ne domine les débats ou l'ordre du jour. Et oui, le financement de l'IGF doit être prise en compte par toutes les parties prenantes. C'est une valeur essentielle, ces IGF locaux et régionaux également.

Et ces forums de la gouvernance de l'Internet, nous les soutenons. Nous y participons au niveau local, régional, dans ces forums de gouvernance de l'Internet. Cela ne doit être pas seulement à un niveau élevé, mais un niveau d'écoute supérieur par rapport aux défis à relever et aux opportunités de la société de l'information, avec un modèle ascendant, à partir de la base.

Si on ne défend que le statu quo, nous allons être mis sur le côté. Nous devons avoir un modèle multipartite. Nous devons avoir un modèle intégré avec les gouvernements. On ne peut pas simplement protéger le statu quo. Nous devons véritablement avoir l'avenir que nous voulons obtenir.

Et c'est pour cela qu'après 20 ans, nous avons besoin d'un forum de la gouvernance de l'Internet permanent, doté de ressources suffisantes et d'un réel pouvoir de définition de l'ordre du jour. Il faut que toutes les voix soient entendues. Il faut que nous ayons une influence sur les décisions qui sont prises. Le point crucial, c'est que la vision seule ne va pas suffire.

Nous devons avoir les ressources nécessaires pour que cela prenne vie. Et en tant que communauté, en tant que Coalition pour le multipartisme, nous avons travaillé avec acharnement ces 20

---

derniers mois pour avoir un SMSI 20 ans après qu'il soit solide. Maintenant, nous devons bâtir ce forum pour la gouvernance de l'Internet. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci. Merci beaucoup pour cette présentation. Je vois qu'il y a des personnes qui souhaitent prendre la parole. Je ne veux pas qu'on prenne du retard. En tous cas, merci. Merci à tous d'être ici et nous allons maintenant applaudir les deux intervenants pour leur excellente présentation.

EKITELA LOKAALE

Merci, merci de m'avoir invité. Je dois partir maintenant. Ça a été un plaisir pour moi de participer à cette réunion et je vous salue tous. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Bien, je m'excuse pour cette interruption. Est-ce qu'il y a des questions pour Byron, pour cette présentation très intéressante? Hélas, Monsieur l'Ambassadeur n'a pas pu rester. Mais allez-y, prenez la parole, vous pouvez y aller.

OLGA CAVALLI

Merci. Merci beaucoup, Byron, pour cette présentation très intéressante. Qui peut être membre de cette coalition? C'est seulement pour la communauté technique? Parce que je voudrais dire que je suis ingénieure et que je n'ai jamais considéré

---

appartenir à un comité technique. C'est pour ça que je vous pose cette question.

BYRON HOLLAND

Eh bien, nous avons travaillé sur cette question pour essayer de la définir, pour voir ce qu'était cette coalition avec un ensemble de règles, mais on s'est tourné vers les organisations qui participaient à l'infrastructure critique de l'Internet, qui joue un rôle important dans ce domaine.

Nous sommes des membres du secrétariat et nous travaillons sur cette question bien spécifique. Il y a des membres du secrétariat qui travaillent sur justement cette question. Nous avons essayé de créer une organisation et de fournir ce type de précision. Est-ce qu'il y a quelqu'un du secrétariat qui veut répondre à la question de Olga.

DAVID LAWRENCE

David de CIRA. Nous avons défini TCCM comme membre de la communauté technique. Les organisations, les groupes, les membres qui, dans leur travail, doivent gérer et opérer des infrastructures critiques et qui sont importantes pour le cœur d'Internet, qui sont critiques, voilà, dans ce sens-là. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Est-ce qu'il y a d'autres questions? Allez-y.

---

ANRIETTE ESTERHUYSEN

Excusez-moi, je voulais lever la main sur Zoom. J'appartiens au NCSG. Je vous remercie beaucoup pour ces présentations, pour cette présentation, Byron. Et à propos de la société civile, justement, de ce point de vue, je crois que c'est important. Nous avons pu participer à des déclarations intercommunautaires sur le SMSI, sur les processus, sur les bonnes modalités pour la participation.

J'espère que les sociétés civiles pourront s'organiser aussi bien. Mais je veux vous féliciter pour faire tous ces progrès que vous avez faits dernièrement, ces progrès que Byron a donc mentionnés. Et à propos du processus multipartite, de l'IGF et de la participation réduite du secteur privé, je pense qu'on doit essayer de comprendre ce qui se passe.

On a tendance à blâmer ou à critiquer le processus de l'IGF, mais il y a peut-être des priorités différentes, des intérêts différents, surtout pour les acteurs de l'Internet qui rendent cet espace et peut-être qui font que cet espace n'est peut-être pas aussi important pour eux que ce qu'il était il y a 10 ans.

Donc, peut-être qu'il faut être plus ouvert aux acteurs du secteur privé, voir comment on peut s'intéresser un peu plus à eux. Parfois, c'est un défi de travailler avec ces acteurs et de les faire sentir les bienvenus, bien sûr aussi.

---

BYRON HOLLAND

Oui, j'aime beaucoup cette distinction. C'est une distinction importante. Je suggère qu'ils doivent être bienvenus, mais aussi qu'il faut que cela devienne un point important. Voilà, je suis d'accord avec vous. Je crois qu'il faut qu'on devienne aussi pertinent pour eux, important pour eux en tant que fonction aussi de remise en question peut-être. Nous avons besoin d'avoir toutes les parties prenantes qui sont concernées et que toutes ces parties prenantes soient dans la salle. Merci. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Vint Cerf, je vois votre main levée. Allez-y.

VINT CERF

Merci beaucoup, Byron. Ce que vous venez de dire était très intéressant. Merci. Merci beaucoup de nous parler de tout cela. Je voulais suggérer. Une raison qui rende TCCM plus important. Si vous y réfléchissez, l'internet évolue. Il évolue en permanence du point de vue technique et autres, et les gens très souvent ne savent pas comment fonctionne l'Internet.

Le secteur politique ne le sait pas et ils ne comprennent pas certaines choses concernant l'Internet. Et c'est pour ça que TCCM est encore plus important, parce que cela permet de parler avec les décideurs politiques, de leur dire ce qui est raisonnable dans l'espace de l'Internet, de façon à renforcer tout ce qui concerne les opérations de l'Internet sur ces parties permettent à l'Internet de fonctionner et sont essentiels.

---

Donc, je suis assez fanatique de ce que vous appelez le TCCM. Et je vous félicite pour votre travail et vous encourage à continuer à travailler dans ce sens.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci. Nous allons passer à notre prochaine intervenante, Olga. Allez-y!

OLGA CAVALLI

Participer à ce panel important formé de collègues reconnus, c'est un plaisir pour moi d'être ici. Et je voulais vous présenter un petit peu la différence qui existe entre la gouvernance numérique et la gouvernance de l'Internet.

On m'a demandé de faire ce petit travail d'analyse, et ma présentation est assez brève et vise à nous faire réfléchir. Rappelez-vous que je suis un technologue, donc je suis un petit peu biaisée dans ce sens. Bien. Prochaine diapositive. On va commencer par le sens de la question, de cette terminologie numérique. Numérique, qu'est-ce que cela veut dire? C'est une technologie qui a été développée dans les années 50, qui a donné lieu au développement du secteur électronique.

On s'est rendu compte qu'on avait des informations codées sous forme binaire qui utilisaient seulement le zéro et le un. Pour ceux qui ne connaissent pas cette technologie sur les ordinateurs, c'est comme ça que ça marche. Zéro et un avec beaucoup d'autres

---

choses de logiciels. Tout cela est basé sur ce système zéro/un. C'est de là que vient le mot numérique.

Et on a des séquences de bites qui sont ce qui fait fonctionner l'ordinateur et l'Internet. Il s'agit d'un réseau de réseau. Ce sont des réseaux qui sont interconnectés par ce que l'on appelle l'identificateur numérique, l'adresse IP et d'autres numéros qui nous permettent d'interconnecter justement ces réseaux et qui permet aux personnes du monde entier de partager des informations et de communiquer.

Donc ce sont des réseaux qui sont interconnectés et c'est le sens que nous avons tous dans notre tête pour ce que signifie le mot numérique et ce qu'est l'Internet. Alors la gouvernance numérique. Très souvent, on a donné à cette technologie numérique qui couvre l'intelligence artificielle, les données, les algorithmes, les plateformes, l'identité numérique et l'administration en ligne.

Donc, on a constaté qu'il y avait beaucoup de transformation et que cette gouvernance numérique représentait des institutions telles que l'OCDE, le G20, le PNUD, l'UNESCO, l'IUT et de nouvelles initiatives de coopération numérique des Nations unies, comme le Pacte numérique mondial et le modèle de gouvernance qui utilisent cette gouvernance numérique. Ce sont les États et les institutions qui mettent l'accent sur la coopération intergouvernementale.

Voyons maintenant la gouvernance de l'Internet. Nous savons tous quelle est la définition qui a été faite de cela en 2005 et avant, lors

---

de l'Agenda de Tunis, concernant les règles qui s'appliquent au travail et au fonctionnement de l'Internet. C'est la définition qui figure dans l'agenda de Tunis de 2005. Toutes les institutions impliquées utilisent ce terme de gouvernance de l'Internet multipartite et par exemple l'ICANN, l'IETF, l'ISOC, les registres Internet régionaux, le forum SMSI, l'IGF – Forum sur la gouvernance de l'Internet, des forums de gouvernance Internet.

Donc ce thème de gouvernance est lié à un concept d'un environnement multipartite et des organisations multipartite. Bien, OK, donc on a expliqué cela. Maintenant, voyons quels sont les principaux processus qui utilisent la gouvernance de l'Internet. Le Sommet mondial sur la société de l'information, le SMSI, qui a défini la gouvernance de l'Internet et a créé l'IGF, le Forum sur la gouvernance de l'Internet. L'IGF Forum mondial multipartite pour le dialogue politique annuel depuis 2006, qui existera, nous l'espérons, pour toujours.

Le NETMundial, qui a eu lieu en 2014 au Brésil et par le CGI, qui a renforcé les principes multipartites de la gouvernance de l'Internet et l'année dernière, on a eu une autre réunion très intéressante à Sao Paulo sur la gouvernance et ensuite, les autres activités : l'École nationale régionale de l'IGF, sur la gouvernance de l'Internet, la Coalition dynamique, les institutions de recherche, etc. à propos de la gouvernance numérique.

Les principaux processus. La feuille de route pour la coopération numérique du Secrétaire général des Nations Unies. Le Pacte

---

numérique mondial, un principe commun pour la gouvernance numérique. Intelligence artificielle. Données de plateforme, connectivité et perspectives de l'économie numérique. Principes de l'intelligence artificielle de l'OCDE, 2019.

On va avoir un document renouvelé ici avec ce concept de la gouvernance numérique dans le contexte de l'intelligence artificielle, de la réglementation des données et des plateformes. Le groupe de travail du G20 sur l'économie numérique et la Loi sur la gouvernance numérique de l'Union européenne de 2022.

Donc, si vous voyez les différences qui existent entre ces processus qui sont présidés par des gouvernements et les autres processus qui font partie de la gouvernance de l'Internet basé sur le multipartisme. Donc, pour résumer un petit peu ce que j'ai dit, la technologie basée sur l'utilisation des chiffres qui a été inventée il y a plusieurs dizaines d'années. L'intelligence artificielle, les données, les algorithmes, la plateforme, l'identité numérique et ensuite, la gouvernance de l'Internet, des forums, des dialogues, des recherches, des coalitions, des renforcements de capacité, une participation multipartite en général.

Alors, nous avons maintenant cela. Que faisons-nous avec cela? Que se passe-t-il ici concernant qubits? C'est une réalité. Je vous ai apporté cette photo de ce qui se passe. Il s'agit de l'internet quantique qui n'est pas basé sur le numérique. Il est basé sur le quantique et il est basé sur les photons qui vont d'un endroit à

---

l'autre et utilisent des connexions sans fil ou la fibre optique. Et c'est Rio de Janeiro.

C'est quelque chose qui a lieu maintenant. Ce n'est pas le futur. Donc, je vous ai apporté un exemple d'un pays voisin de l'Argentine où j'habite, et vous voyez ce qui se passe, et ça se passe aussi dans d'autres pays. Alors, qu'est-ce qu'on fait face à cette situation face à qubits? Ce ne sont pas des bits, ce sont des qubits. C'est qubit. Est-ce qu'on va parler de la gouvernance quantique? Est-ce qu'on va parler de l'internet quantique? Est-ce qu'on va parler de cette gouvernance? L'Internet est toujours un réseau, on ne sait pas comment il va évoluer et c'est ce que je voulais.

Et alors je vois un visage qui sourit. Eh bien voilà, c'est ce que je voulais. Je voulais vous faire sourire et réfléchir. Je n'ai pas de réponse. Je ne sais pas comment ces réseaux vont interagir dans le futur et c'est ce qui est important ici. Je pense qu'il faut y réfléchir. Et quelque chose que j'ai appris lorsque j'ai travaillé dans le domaine de la réglementation liée à la technologie, c'est qu'il faut savoir que la technologie change et qu'il faut faire des réglementations et des dérégulations dans ce domaine, par exemple l'informatique quantique. Est-ce que nous allons faire quelque chose dans ce domaine?

Je pense que la gouvernance quantique est quelque chose de plus large et plus inclusif. C'est une manière plus large de nommer toutes les règles qui existent au sein de l'Internet, avec un concept de l'Internet comme étant un réseau des réseaux, que ce soit de

---

manière numérique ou autre, quel que soit le système de connexion. Voilà, c'était l'idée que je voulais un petit peu faire entrer dans vos esprits pour que vous puissiez y réfléchir. Je vous remercie. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci beaucoup. Merci Olga. C'est tout à fait intéressant comme présentation. Et on n'entend pas toujours parler de ces problématiques : la gouvernance de l'Internet, la gouvernance numérique, les rapports entre ces différents points. Donc question ou commentaire pour Olga? Est-ce que cela a changé vos positions et vos points de vue après avoir écouté Olga? Allez-y!

VINT CERF

Donc tout d'abord, merci de ces suggestions tout à fait intéressantes. Ça met en perspective la granularité que nous observons en ce qui concerne la gouvernance numérique de l'intelligence artificielle de l'Internet. Je crois que vous avez raison de souligner que nous sommes extrêmement granulaires, et cela dépend donc des applications de la technologie numérique et des réseaux. C'est le monde dans lequel on vit et c'est le monde que nous avons bâti aussi.

Donc je crois qu'il faut être plus inclusif et cohésif également, faire preuve de cohésion, d'avoir des petits éléments, des petits grains par ci, par là. Je crois que la gouvernance et ces décisions vont avoir un impact sur tout. Et je crois que dans 20 ans, la situation

---

sera fort différente puisqu'on a vu que, en 20 ans, il y a eu déjà des avancées absolument extraordinaires. Donc, merci beaucoup de cette présentation qui donc nous fait réfléchir.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci. Oui, au fond de la salle.

MARKUS KUMMER

Donc moi je suis à la tête du secrétariat lorsqu'on a tout lancé il y a longtemps. Et j'ai travaillé au groupe de gouvernance sur Internet qui a développé la définition. Un petit commentaire. C'était une présentation intéressante, mais j'aimerais revenir à l'agenda de Tunis. Cela fournit donc une tradition pour la gouvernance de l'Internet.

Au paragraphe sept, on explique en détail ce qu'est la gouvernance de l'Internet. Donc, on parle des numéros et des adresses de l'adressage. On parle également de questions publiques, de droits humains, de la sécurité.

INTERPRÈTE

L'interprète s'excuse. Nous avons des interférences.

MARKUS KUMMER

Et comme Vint l'a dit tout à l'heure, l'Internet a géré tous ces points avec le soutien du Forum sur la gouvernance de l'Internet. En effet, ce qui compte, ce sont les réseaux. Mais ce qui me préoccupe lorsque je regarde le premier document, le document zéro, c'est les

---

limites de la portée de l'IGF. Il y a des questions comme l'intelligence artificielle, les données et tous ces problèmes font partie de la gouvernance de l'Internet et l'IGF a toujours géré ces points.

Donc, je crois qu'il faut être prudent de ne pas limiter artificiellement l'IGF et sa portée et son envergure. Il faut que cela reste large. Donc, qu'en est-il donc du mandat de l'IGF?

ANNALIESE WILLIAMS

Oui, merci Marcus.

ANRIETTE ESTERHUYSEN

Je soutiens Marcus. Je soutiens ce qui a été dit par Byron notamment.

INTERPRÈTE

L'interprète s'excuse. Nous avons des problèmes pour recevoir le son.

ANRIETTE ESTERHUYSEN

Donc nous avons notre espace multipartite et nous devons véritablement prendre en compte les définitions. Je crois que Markus nous a alerté. Si on a une définition très étroite de la gouvernance de l'Internet et du rôle et du mandat de l'IGF, cela va être problématique parce que l'IGF ne va plus être pertinente par

---

rapport aux débats nouveaux émergents et aux défis émergents que toutes les parties prenantes doivent gérer.

Donc, nous devons nous assurer que la définition de la gouvernance de l'Internet est assez large pour inclure non seulement les noms et les numéros, mais beaucoup plus. Il faut que nous soyons très inclusifs dans notre approche multipartite. Et lorsque l'on regarde le diagramme que nous avons à l'écran et les problèmes de politique publique, les questions de coordination technique et de gouvernance, je pense qu'on va regretter cela si on est trop étroit dans notre définition de la gouvernance de l'Internet, qui pourrait devenir un statu quo.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci beaucoup, Anriette. Donc, moi, j'ai trois questions ici. Allez-y, Janis.

JANIS KARKLINS

Oui, merci beaucoup. Donc, je suis donc responsable des rapports gouvernementaux à l'ICANN et je suis aussi du SMSI depuis longtemps, un vétéran du SMSI. Donc il faut mettre ça en contexte. Lorsqu'on faisait donc le SMSI avec le gouvernement, on parlait de la gouvernance de l'Internet.

On parlait surtout de noms, de câbles, de numéros d'accès. Bon, il y avait des questions de gouvernance qui se posaient parce qu'il y a une situation qui était au centre de la conversation, mais quelques années plus tard, c'est devenu plus la gouvernance sur

---

l'Internet. Et il y a un nouveau terme qui est arrivé, le cyberspace. Et maintenant, on parle du cyberspace au niveau de la cybersécurité. En termes de gouvernance numérique, la gouvernance numérique est un petit peu différente. Donc, c'est contextuel tout cela, on doit prendre le contexte en compte et voir les éléments de gouvernance qui sont utilisés pour gérer ces problèmes.

ANNALIESE WILLIAMS

Donc Pierre, vous avez la parole.

PIERRE BONIS

Merci Annaliese. Tout d'abord, j'aimerais remercier les intervenants au panel. J'aimerais remercier donc les personnes du groupe multipartite TCCM. C'est tout à fait intéressant de parler de ces questions. J'aimerais me faire l'écho de ce qui a été dit par Janis. Nous sommes de nombreux vétérans du SMSI dans la salle, et je ne suis pas en désaccord avec ce qu'a dit Markus.

Mais je vois qu'il peut y avoir un danger. L'organisation qui est établie pour faire partie de la gouvernance de l'Internet à l'ancienne, dirons-nous. Les numéros, les adresses, l'IETF, ça existe, ils vont continuer à travailler là-dessus. Ils n'ignorent pas l'intelligence artificielle, ils incluent ces concepts dans leur réflexion, mais ils ne sont pas là pour fixer les règles pour d'autres protocoles différents des adresses et des numéros. Il y a des liens, bien entendu, avec les réseaux.

---

Mais nous sommes une communauté technique AFNIC.fr. Donc moi, je ne suis pas sûr que j'aie plus à dire sur l'intelligence artificielle que mon voisin dans mon appartement. Je fais partie de la communauté technique. Je suis spécialiste des numéros et des adresses et des noms de domaine. Je ne suis pas un spécialiste de l'intelligence artificielle.

La communauté technique – peut-être à 99 % - travaille aux zones racine et au fonctionnement de l'Internet. Et en tant que communauté technique, nous ne discutons pas ces problématiques. Donc dire que nous voulons un IGF qui va être permanent et parler de toutes les problématiques autour du numérique, ça c'est très, très large. Je ne sais pas si je vais être confortable avec mon voisin au prochain IGF. Parce que peut-être qu'il va parler de choses si différentes de ce qui est mon travail, donc je ne serai peut-être pas très à l'aise avec cela.

Et ça, ça nous permet de débattre de beaucoup de choses de l'éducation par la voie de l'Internet, la santé par la voie de l'Internet. Et ça, ça nécessite des généralistes. Au SMSI, nous avons des représentants de gouvernements qui ne sont pas des spécialistes de quoi que ce soit. Ce sont ces généralistes qui font leur travail et qui parlent de questions sociales, d'approches sociales. Et nous avons des pensées individuelles en tant que telles. J'ai des réflexions maintenant tenues à ce niveau, mais je n'ai pas de légitimité en tant que communauté technique que de m'exprimer sur ces thématiques. Donc, c'est un petit peu complexe

---

de dire que l'IGF doit être beaucoup plus large et doit se préoccuper de tout.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci Pierre. Donc je vais aller à Peter et ensuite, on va donner la parole à Vint.

PETER KOCH

Oui, merci Olga. Vous êtes un petit peu provocatrice et tout à fait inspirante et motivante. Et je crois que ce qui compte, c'est qu'on voit des tendances qui se dessinent par rapport aux nouvelles technologies et aux nouveaux paradigmes qui nous disent qu'avec les nouvelles technologies, il y a un besoin d'une nouvelle gouvernance. Et je ne suis pas d'accord avec cela. Donc quelles sont les questions de nouvelle gouvernance? Pourquoi une nouvelle gouvernance? Parce que j'ai une nouvelle technologie. Le système de gouvernance ne doit pas être totalement nouveau.

Je ne le pense pas et comme cela avait été dit auparavant, c'est bien que la gouvernance de l'Internet et l'IGF soit assez ouvert néanmoins pour lancer les débats et pour répondre aux questions de gouvernance. Ça, c'est l'ouverture dont on a besoin. Mais sans supposer que toutes ces questions vont être apportées à l'IGF. Merci.

---

ANNALIESE WILLIAMS

Je crois qu'on pourrait en parler pendant longtemps, mais nous allons maintenant passer la parole à Vint Cerf. Nous avons vos diapos, Vint, et je peux les avancer. Allez-y!

VINT CERF

Merci. Je vais essayer d'être bref. Prochaine diapositive, s'il vous plaît. Donc, nous allons discuter du système de soutien du secrétariat et je vais aussi en profiter pour vous dire que nous cherchons des opérateurs de ccTLD pour nous aider à travailler avec le secrétariat qui est mal financé, qui manque de financement et qui a de plus en plus de travail à faire pour soutenir les activités de l'IGF, y compris la gouvernance Internet nationale et régionale.

Par conséquent, nous avons deux sources de soutien pour le secrétariat de l'IGF. Le premier vient du pays hôte et des sources des Nations Unies et l'autre, des pays en général. Voilà. Prochaine diapositive. Voilà. Alors, vous voyez un petit peu comment cela est divisé.

Nous avons le soutien des gouvernements, qui est un soutien, le premier soutien pendant de nombreuses années et depuis le début, le secteur privé, cela varie. Ensuite, la communauté technologique dernièrement a joué un rôle important, et puis les autres. Et en 2025, le budget de 2025. Vous voyez ici une projection dans la prochaine diapositive. Pour la fin de l'année 2025, on constate que le budget et les dépenses ont augmenté.

---

Et ce qui est important de comprendre ici, c'est que le secrétariat de l'IGF soutient le MAG, le leadership. Ah, je vois que ma caméra s'est éteinte. Excusez-moi. Ah! Me revoilà! Alors donc, nous estimons que le budget qui devrait soutenir l'IGF atteint ce niveau-là en 2025. Donc prochaine diapositive.

Ici, vous voyez le détail. Et ici, ce que je veux indiquer, c'est que nous nous approchons de ce que je considère comme étant le meilleur niveau de résultat avec une contribution modeste des ccTLD qui fait une grande différence. Si tous les ccTLD et les opérateurs de ccTLD pouvaient juste fournir 1 000 \$, ça représenterait plus d'un million de dollars quand on calcule. Et ce serait une grande différence pour l'IGF et pour le secrétariat de l'IGF. Alors, la raison pour laquelle je veux souligner tout cela, c'est que les valeurs ici sont importantes.

On a parlé d'un engagement que TLD avait fait il y a quelques années. C'est un engagement qui a été fait il y a trois ans, pour que l'importance du secrétariat de l'IGF et ses dépenses donnent lieu à peut-être certaines préoccupations du point de vue des ccTLD.

Alors, de nouveau, un résumé de l'endroit où nous nous trouvons au niveau de l'équilibre estimé du solde pour cette année. Le secrétariat de l'IGF s'appuie sur les liquidités qui sont disponibles pour planifier les ressources et les activités de l'année suivante. Par conséquent, le financement est très important pour le secrétariat de l'IGF chaque année, au début de l'exercice fiscal.

---

Je crois que j'ai une autre diapositive qui serait la dernière, qui dit qu'il s'agit d'une année charnière pour l'IGF, parce que nous allons renouveler notre mandat. Ça va être notre troisième mandat et c'est une phase, donc une étape importante, et nous allons renouveler le mandat de l'IGF par l'Assemblée générale des Nations unies.

Et ensuite, dernière diapositive, assurer la solidité de l'IGF en 2025 et au-delà. C'est important. Un soutien soutenu et renforcé des donateurs est essentiel pour garantir que le secrétariat de l'IGF puisse continuer à remplir son mandat aujourd'hui et à l'avenir, et nous espérons pouvoir continuer à compter sur votre soutien à l'IGF au-delà de l'année 2025.

Et je voulais aussi remercier Byron pour sa présentation tout à fait inspirante. Et il faut aussi dire que la communauté technique a besoin d'aide, que la communauté politique doit comprendre ce qui est réalisable, faisable et ce qui peut être négatif pour l'opération de l'Internet. Tout cela doit fonctionner ou ne peut fonctionner que si le reste de l'Internet fonctionne aussi correctement. C'est un tout. Voilà, je vous remercie. Si vous avez des questions, je peux y répondre. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci Vint. Theresa, allez-y. Vous avez la parole.

---

THERESA SWINEHART

Merci beaucoup. Merci pour ce commentaire. Je pense que, dans cette version zéro, nous avons la reconnaissance de l'IGF et d'un niveau national et régional. Je pense que c'est une bonne étape, un bon pas vers l'avant et du point de vue des ccTLD, il y a beaucoup d'occasions par rapport au financement lui-même, parce qu'on a le lien direct avec les entreprises locales et avec d'autres parties prenantes qui peuvent contribuer aussi.

Pour la stabilité financière, c'est la participation de toutes ces parties prenantes et du secteur privé qui est très, très importante. Et donc ici, vous avez, pour les ccTLD, la possibilité de contribuer au secrétariat, d'assurer une stabilité à long terme et une longévité qui est importante et qu'il faut reconnaître qu'on a reconnu d'ailleurs dans ce document zéro. Et puis, le réseau des secteurs privés doit participer et les encourager à contribuer. C'est un point important. Et parce que les plateformes dépendent de bonnes politiques de résolution de problèmes complexes, de forums comme l'IGF, comme l'ICANN aussi. Mais tout cela est important parce que c'est une sensibilisation qui est importante aussi pour le secteur privé. Donc, essayons de voir comment on peut tirer profit de tout cela.

VINT CERF

Oui, merci. Je voulais aussi attirer votre attention sur le commentaire d'Anriette dans le chat qui dit que les ccTLD soutiennent aussi la source primaire de l'IGF nationale. Alors, quels que soient les résultats de ce qui se passera à l'Assemblée générale

---

au mois de décembre, l'IGF peut continuer à avancer, quelle que soit l'histoire de l'IGF. C'est pour ça que je crois qu'il est important de suivre tout cela de près. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci Vint. Merci Teresa. Merci Vint pour ces commentaires. Est-ce qu'il y a d'autres questions, commentaires? Allez-y!

JANIS KARKLINS

Merci. Janis au micro. Je voulais parler des attentes et mieux comprendre de ce qu'on parle quand on parle d'un IGF permanent. Est-ce que ça pourrait devenir une réalité? D'abord, pour le moment, le mandat de l'IGF devrait être renouvelé tous les 10 ans, et la première étape devrait être de prendre une décision pour qu'il y ait une permanence et que les États membres aient une permanence au sein de l'IGF aussi. Pour le moment, l'IGF est un projet des Nations unies, financé par des contributions volontaires. La permanence est un de ces éléments.

Un des éléments de la permanence du secrétariat de l'IGF, par exemple, serait de devenir un membre des Nations Unies qui sont payés par un budget régulier des Nations Unies et où le reste pourrait être payé par des contributions volontaires des gouvernements ou des autres parties prenantes. Tous ces éléments sont très importants pour la sécurité, en tout cas pour garantir le reste des négociations, et j'espère que nous y parviendrons. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Allez-y!

CRAIG STANLEY-ADAMSON

Merci. Je suis Craig. Je suis le représentant du GAC du Royaume-Uni. Je participe aux négociations pour le SMSI+20. C'est une conversation très intéressante. Je vous remercie. Je remercie Vint aussi pour cette présentation. Je voudrais me faire écho à ce qu'il a dit, notamment à propos du rôle crucial de l'IGF pour le modèle multipartite, qui est une partie importante de cette révision du SMSI.

Sans l'IGF, il n'y a pas de modèle multipartite et cela peut représenter un défi dans le futur. Donc je pense que Vint l'a dit, je veux faire écho à cela. Je dirai aussi que le Royaume-Uni est un contributeur de l'IGF et nous participons. Je vois qu'il y a aussi notre opérateur de ccTLD qui joue un rôle très important au sein de l'IGF. Donc, les opérateurs ccTLD ont un rôle important à jouer dans ce domaine et Vint l'a dit, et il faut le redire. Merci.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a d'autres commentaires? Il n'y en a pas d'autres? Eh bien, cela nous amène à la fin de notre séance. Quelle que soit la décision qui sera prise à la fin de l'année, les ccTLD auront un rôle important à jouer dans cette conversation et au niveau de l'IGF national de même, et nous aurons un rôle

---

important à jouer dans le domaine du SMSI. Merci. Merci à tous de vous être joints à nous aujourd'hui pour cette discussion.

Le Comité de la gouvernance de l'Internet va considérer tout cela. Et quand est-ce qu'aura lieu notre prochaine réunion? Aussi, nous allons voir le programme futur de notre travail. Quelles sont nos priorités pour l'année 2026? Je crois qu'il y a eu déjà beaucoup de réflexions suite à la conversation d'aujourd'hui.

Je veux remercier notre personnel de soutien, Joke qui est toujours fabuleuse, mais bon, et l'organisation de cette séance et tout ce travail qui a été fait de manière préliminaire, nous la remercions. Nous remercions aussi tous les intervenants. Vint, Olga, Byron et Monsieur l'Ambassadeur. Merci.

OLGA CAVALLI

Merci Annaliese, vous êtes le leader. Elle a bien travaillé pour organiser cette séance aussi. Donc on la félicite.

ANNALIESE WILLIAMS

Merci.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**